

MINISTRE DES FINANCES

NO 000-55
AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2021 DU 01 JUIN 2021
POUR LE RECRUTEMENT D'UN AUDITEUR INDEPENDANT EN VUE DE MENER UN AUDIT COMPTABLE
ET FINANCIER DES PROGRAMMES C2D-PILOTAGE, C2D-TRANSVERSAL ET C2D FATEP.

FINANCEMENT : CONVENTION CCM 3013 E, RELATIVE AU PILOTAGE DU C2D

1. Contexte :

Le Cameroun compte parmi les pays éligibles à l'Initiative PPTTE. Il a atteint le point de décision de l'initiative renforcée de réduction de la dette le 11 octobre 2000 et le point d'achèvement, prononcé par les institutions financières internationales le 28 avril 2006, qui déclenche la mise en place du mécanisme français de traitement de la dette.

Dans ce cadre, un premier Contrat de Développement et de Désendettement (C2D) a été signé entre la République Française et la République du Cameroun le 22 juin 2006 pour une période de cinq ans. Ce contrat définit le cadre général d'application et de mise en œuvre de l'effort bilatéral additionnel de la France relatif aux créances françaises d'aide au développement en complément des mesures d'annulation de la dette extérieure du Cameroun décidées par l'ensemble des bailleurs de fonds.

Cet effort bilatéral additionnel est constitué d'une subvention accordée par la France au Cameroun, en contrepartie du règlement effectif à date des échéances de la dette publique au développement. Les fonds correspondants sont versés sur un compte ouvert par le Trésor à la BEAC et affectés à des programmes de lutte contre la pauvreté et de développement sélectionnés d'un commun accord. Les versements depuis le compte à la BEAC s'effectuent au fil des besoins sur des comptes spécifiques ouverts au titre de chacun des programmes C2D, à la demande des ordonnateurs et sous la double signature du Ministre des Finances et du Directeur de l'AFD au Cameroun.

Le premier Contrat d'un montant de 537 millions €, soit presque FCFA 352 Mds, est arrivé à échéance le 27 avril 2011. L'exécution jugée satisfaisante de ce premier Contrat a conduit à la signature d'un deuxième le 1^{er} juillet 2011 pour la période 2011-2016. Le montant est de 312 millions €, soit près de FCFA 214 Mds. Par ailleurs, suite à la mission d'évaluation à mi-parcours du deuxième C2D qui a conclu à une exécution globalement satisfaisante de celui-ci, plusieurs étapes d'instruction ont abouti à la signature le 30 juin 2016, du 3^{ème} C2D, d'un montant de 611,4 millions €, soit environ FCFA 400 Mds, pour une durée de huit (08) ans.

Il est important de noter que les fonds C2D sont des financements en continue et se caractérisent par :

- le souci de s'intégrer dans les ressources budgétaires de l'Etat pour la réalisation des dépenses;
- la coordination et l'harmonisation des approches avec les autres bailleurs de fonds, et l'association de la société civile et des collectivités locales à la définition et à l'exécution des programmes ;
- la traçabilité des fonds décaissés, et la visibilité de l'aide française ;
- la cohérence avec les autres instruments de la coopération française ;
- un souci de s'intégrer dans des programmes sectoriels.

Conformément au souhait des parties, les C2D sont orientés selon les priorités gouvernementales de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et de la Croissance et l'Emploi (DSCE).

La mise en œuvre des programmes C2D se fait dans le respect des principes d'inscription, de transparence et de contrôle qui président à l'exécution budgétaire du Cameroun dans un cadre pluriannuel et en conformité avec les termes des conventions d'affectation signées au titre de chacun des programmes et, le cas échéant, des manuels de procédures

propres à chaque programme. L'exécution des différents programmes se fait sous la responsabilité d'un ordonnateur également maître d'ouvrage ; généralement un département ministériel. Outre le Trésor Public, les paiements des dépenses relevant des différents programmes sont assurés par des Organismes Payeurs agréés qui sont la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et le Fonds Routier (FR) sur la base des Manuels de procédures revus à cet effet. Les programmes C2D s'exécutent toutes taxes comprises.

L'orientation et le suivi du Contrat sont assurés dans un cadre participatif à travers le dispositif de pilotage et de suivi mis en place. Il s'agit du Comité d'Orientation et de Suivi (COS), du Comité Technique Bilatéral (CTB), du Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du Contrat (STADE) dont les missions sont définies dans les différents textes réglementaires et des Maîtres d'Ouvrages des différentes activités.

Pour les 1^{er}, 2nd et 3^{ème} volets C2D, les missions et activités du dispositif de suivi du C2D s'exécutent dans le cadre de la Convention d'Affectation N° CCM 3013 01 E C2D-Pilotage (2006-2011) et ses subséquents avenants, de la Convention d'Affectation N° CCM 1278 01 S C2D-Transversal ainsi que de la convention CCM 1461 01 K C2D-Pilotage 3. Par ailleurs, dans le cadre de l'accompagnement de l'exécution de l'appui budgétaire sectoriel du 3^e C2D, un Fonds d'appui technique à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques (FATEP – Convention d'Affectation N° CCM 1379 02 V) a été mis en place au bénéfice des Ministères et institutions concernées par cet appui.

Le Programme C2D-Pilotage (Convention d'Affectation N° CCM 3013 01 E) est structuré en trois volets : (i) un volet pilotage (ii) un volet recherche et (iii) un volet culture.

Le volet pilotage poursuit une triple finalité (i) favoriser l'orientation et le suivi du 1^{er} C2D, (ii) permettre la préparation du 2nd C2D et (iii) renforcer les capacités de gestion des programmes économiques et des budgets d'investissement au Cameroun. A ce titre, ce volet permet d'assurer la conformité de l'exécution des programmes aux engagements contractuels et aux prévisions. A noter que par avenant n°4 à la convention d'affectation, le concours (volet pilotage – composante 1) couvre également les études au titre du 3^e C2D.

Le volet recherche poursuit les objectifs suivants : (i) l'amélioration de la productivité, (ii) la durabilité et la compétitivité de l'agriculture camerounaise, (iii) l'augmentation des revenus des producteurs, (iv) l'accroissement des productions agricoles et plus largement la sécurité alimentaire du pays.

Le volet culture a pour finalité, l'accroissement de la capacité de création et de circulation d'un capital intellectuel, de création de revenus, d'emplois et de recettes d'exportations tout en favorisant l'inclusion sociale, la diversité culturelle et le développement humain.

Le programme C2D Transversal (Convention d'Affectation N° CCM 1278 01 S) poursuit une triple finalité (i) favoriser l'orientation et le suivi du 2^{ème} C2D, (ii) permettre la préparation du 3^{ème} C2D, et (iii) renforcer les capacités de gestion des programmes économiques et des budgets d'investissement au Cameroun. Ce programme permet d'assurer la conformité de l'exécution des programmes aux engagements contractuels et aux prévisions.

Le Programme C2D-Pilotage 3 (Convention d'Affectation N° CCM 1461 01 K) a pour objectif, le renforcement de l'efficacité de la gestion publique. Plus spécifiquement, il permet d'appuyer la préparation, le suivi et la valorisation des programmes du 3^e Contrat de Désendettement et de Développement (C2D).

Ce programme, dont la Convention a été signée le 15 novembre 2017 pour un montant d'environ F CFA 6,8 Mds, n'avait pas encore effectué de décaissements de fonds au 31 décembre 2017.

Le montant des soldes au niveau des comptes BEAC des Conventions N° CCM 3013 01 E, N° CCM 1278 01 S et CCM 1461 01 K sont transmis à titre indicatif

Le Fonds d'Assistance Technique à l'Elaboration des Politiques Publiques (FATEP) vise à appuyer les ministères sectoriels bénéficiaires de l'appui-budgétaire sectoriel 2017-2019 (i.e. MINSANTE, MINEDUB, MINEPAT/BMN), dans l'atteinte de leurs objectifs de performance, au travers le financement de prestations d'expertise, d'études et/ou de renforcement des capacités. La gestion transverse du FATEP est positionnée au niveau du STADE-C2D. Les Ministères sectoriels assurent la maîtrise d'ouvrage déléguée des prestations, une fois l'imputation de celle-ci validée par le CTB.

A titre de rappel, un audit/évaluation des missions et activités du STADE-C2D (composante 2 de la convention C2D-Pilotage suscitée) sur la période décembre 2007 à décembre 2013 a été réalisé(e) par un Cabinet indépendant, assorti

d'une matrice de recommandations à mettre en œuvre pour les améliorations attendues. Dans la même lancée ; un autre audit comptable et financier permettant d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la situation financière des Programmes C2D Fonds d'Etudes, C2D Pilotage (et ses subséquents avenants) et C2D Transversal (et ses subséquents avenants) a été réalisé. Cet audit a été exécuté sur une tranche ferme (2007 à 2015) et une tranche conditionnelle (2016). Aussi, un autre audit comptable et financier des programmes(i) C2D-Pilotage et ses subséquents avenants, (ii) C2D Transversal, (iii) C2D Pilotage 3 et (iv) C2D FATEP en une tranche ferme (2017 à 2018) et deux (02) tranches conditionnelles (une première tranche pour 2019 et une seconde pour 2020) est actuellement en cours.

En termes de volumétrie de la documentation, à titre d'information et estimatif, il est précisé qu'au regard du périmètre de l'audit, les Programmes couvrent 17 compte (s) ouvert(s) et leur(s) convention(s) de compte(s) ainsi que les relevés bancaires y afférents.

2. Objet :

Le Ministre des Finances, Maître d'Ouvrage du volet Pilotage, lance un Appel à Manifestation d'Intérêt auprès des cabinets inscrits à l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun en vue de la présélection des prestataires spécialisés en prévision d'un Appel d'Offres sur liste restreinte pour le recrutement d'un auditeur indépendant en vue de mener un audit comptable et financier des programmes C2D-PILOTAGE, C2D-TRANSVERSAL, C2D PILOTAGE 3 ET C2D FATEP de l'exercice 2021 (tranche ferme), 2022 (première tranche conditionnelle), 2023 (seconde tranche conditionnelle) et 2024 (troisième tranche conditionnelle).

L'appel d'offres ultérieur sera organisé dès l'adoption de la liste restreinte et conduira à la sélection du cabinet de consultants pour la réalisation des prestations suscitées.

Les groupements comprenant des cabinets dont au moins l'un d'eux est inscrit à l'ONECCA, sont autorisés.

3. Participation :

La participation au présent Avis est ouverte aux structures de prestation de services spécialisées dans la réalisation des audits des projets et programmes de développement.

4. Critères de qualification :

Cette consultation est ouverte aux candidats ayant une bonne connaissance de l'administration camerounaise du contexte de l'allègement de la dette et disposant de

- D'une expertise confirmée et d'excellentes références en matière d'audit/évaluation projets et programmes dans les pays du sud et en particulier en Afrique Sub-Saharienne ;
- personnel nécessaire ou s'engageant à en recruter pour les prestations à exécuter.

NB : Par souci d'alternance des auditeurs, un cabinet ayant déjà audité les programmes FATEP ou Pilotage sur les exercices 2019 et 2020, ne sera pas accepté à concourir au présent recrutement.

5. Financement :

Les prestations, objet du présent avis, sont financées par la Convention CCM 3013 E, relative au Pilotage du C2D.

6. Dossier de Candidature :

Les candidats intéressés par cet Appel à Manifestation d'Intérêt devront fournir les pièces ci-après, présentées en un deux volumes:

6.1 Volume 1 (Pièces administratives)

- Une lettre de motivation dûment signée, datée et timbrée au taux en vigueur par le candidat ;
- L'original de l'attestation de non redevance délivrée par le service des impôts compétent ;
- L'original de l'attestation de non faillite établie par l'autorité compétente du domicile du consultant datant de moins de trois (3) mois à la date de remise des offres ;
- L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP ou par un responsable ;
- La déclaration d'intégrité signé (disponible dans sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>) ;

- o l'accord de groupement (en cas de groupement) ;
- o les pouvoirs du mandataire (en cas de groupement).

NB : Tous les cabinets constituant un groupement devront fournir individuellement les pièces ci-dessus citées.

6.2 Volume 2 (Dossier technique)

6.2.1 La liste du personnel d'encadrement

Le consultant doit être un Auditeur Indépendant, ayant une expérience confirmée en en audit comptable et financier des programmes/projets de développement. Il devra par ailleurs disposer d'une bonne connaissance de l'Administration Camerounaise.

Plus spécifiquement, la mission d'audit sera composée de cinq (05) experts, sur la base des travaux à mener et des indications ci-dessous :

- Un (01) Chef de mission, Expert-Comptable disposant d'au moins dix (10) années d'expérience, (Expert n°1) dans la conduite de travaux d'audit dans les pays en développement et particulièrement en Afrique Sub-Saharienne ;
- Quatre (04) autres auditeurs de niveau BAC+5 ou plus (Expert n°2, 3, 4, 5), justifiant d'au moins cinq (5) années d'expérience en audit comptable et financier.

D'une manière générale, les experts devront avoir une bonne maîtrise orale et écrite de l'une des langues officielles (Anglais ou/et français) de l'Etat du Cameroun et des aptitudes dans la seconde.

Le Cabinet fournira la liste du personnel d'encadrement, accompagnée des pièces suivantes, pour chaque expert, datées de moins de trois (03) mois :

- o CV daté et signé par le concerné et définissant son affectation ;
- o attestation de disponibilité signée sur l'honneur par l'expert concerné.

6.2.2 Les références du Candidat

Les cabinets présenteront au moins dix références dans les prestations d'audit des projets réalisées en Afrique sub-saharienne. -

N.B. : Pour être validée, chaque référence en prestation d'audit devra être justifiée par la photocopie du procès-verbal de réception, ou du certificat de bonne fin délivré par le Maître d'Ouvrage ou ses services ou l'attestation de main levée de la caution de bonne fin.

Seront privilégiées, les références provenant des administrations publiques ou concessionnaires (ministères, communautés urbaines, organismes parapublics etc).

7. Remise des dossiers :

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais seront déposés en quatre (04) copies dont (01) original et trois (03) copies marquées comme tels sous pli fermé et scellé au STADE-C2D s/c du Ministère des Finances sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, au plus tard le 15 Juin 2021 à 12 heures. Le dossier de candidature comportera également une **version numérique de l'offre**, déposée sur une clé USB ou un CD-rom. Les dossiers de candidature devront porter la mention suivante :

N° 0 0 0 5 5

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2021 DU 01 JUIN 2021

POUR LE RECRUTEMENT D'UN AUDITEUR INDEPENDANT EN VUE DE MENER UN AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DES PROGRAMMES C2D-PILOTAGE, C2D-TRANSVERSAL, C2D PILOTAGE 3 ET C2D FATEP.

« NB : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

8. Etude des dossiers et publication des résultats :

Les dossiers enregistrés seront examinés par une commission technique mise en place par le MINFI.

9. Evaluation des offres

Les critères d'évaluation des dossiers porteront sur :

9.1 - Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative ;
- Présence de documents falsifiés dans le dossier de candidature ;
- Note technique inférieure à 80 pts/100.

9.2 - Critères essentiels

- **Références du Cabinet dans la réalisation des prestations similaires d'audit dans les pays du Sub-sahariens au cours des trois (03) dernières années - 60 pts (06 pts/référence, soit 10 références distinctes au total) :**
- **Profil des experts permanents du Cabinet correspondant au thème de la mission (40 pts) :**
 1. Un (01) Chef de mission, Expert -Comptable, disposant d'au moins dix (10) années d'expérience, (Expert n°1) dans la conduite de travaux d'audit en Afrique Sub-Saharienne (20 pts) ;
 2. Quatre (04) autres auditeurs de niveau BAC+5 ou plus (Expert n°2, 3, 4, 5), justifiant d'au moins cinq (5) années d'expérience en audit comptable et financier (20 pts, soit 5 points par Expert).

NB : Seuls les cabinets de consultants qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation une note technique au moins égale à quatre-vingt (80) sur cent (100) seront retenus pour participer à l'Appel d'Offres National Restreint (AONR). Si plus de six cabinets obtenaient une note supérieure à 80 sur 100, seuls les six premiers seront sélectionnés pour l'AONR.

10. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Finances – STADE-C2D, sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, BP : 33232 Yaoundé, Tél. : (237) 22 20 30 58, Email : minfi_ctb_stade@yahoo.fr.

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP
- DG MARKET
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE

LE MINISTRE DES FINANCES
MAITRE D'OUVRAGE DU C2D PILOTAGE



01 JUIN 2021

Louis Paul MOTAZE

MINISTRY OF FINANCE

N° 00055

CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST

01 JUIN 2021

N° 00055 /AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2021 OF FOR THE
 RECRUITMENT OF AN INDEPENDENT AUDITOR TO CONDUCT AN ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF
 C2D-PILOTAGE, C2D-TRANSVERSAL AND C2D FATEP PROGRAMS.

FUNDING : AGREEMENT CCM 3013 01E, RELATING TO THE PILOTING OF THE C2D

1. Context:

Cameroon is one of the countries eligible for the HIPC Initiative. It reached the decision point of the enhanced debt reduction initiative on October 11, 2000 and the completion point, declared by the international financial institutions on April 28, 2006, which triggers the establishment of the French debt processing mechanism.

In this context, a first Development and Debt Reduction Contract (C2D) was signed between the French Republic and the Republic of Cameroon on June 22, 2006 for a period of five years. This contract defines the general framework for the application and implementation of France's additional bilateral effort relating to French development aid claims in addition to the measures for canceling Cameroon's external debt decided by the Financial Partners..

This additional bilateral effort is made up of a subvention granted by France to Cameroon, in return for the effective settlement on the due date of the public development debt. The corresponding funds are paid into an account opened by the Treasury at the BEAC and allocated to jointly selected poverty reduction and development programs. Payments from the BEAC account are made as needed on specific accounts opened under each of the C2D programs, at the request of the authorizing officers and under the double signature of the Minister of Finance and the Director of AFD in Cameroon.

The first Contract for an amount of € 537 million, or almost FCFA 352 billion, expired on April 27, 2011. The satisfactory performance of this first Contract led to the signing of a second on July 1, 2011 for the period 2011-2016. The amount is € 312 million, or nearly FCFA 214 billion. In addition, following the mid-term evaluation mission of the second C2D which concluded that it was carried out satisfactorily on the whole, several stages of instruction led to the signing on June 30, 2016, of the 3rd C2D, of an amount of € 611.4 million, or approximately FCFA 400 billion, for a period of eight (08) years.

It is important to note that C2D funds are continuous financing and are characterized by:

- the concern to be integrated into the budgetary resources of the State for the realization of the expenses;
- the coordination and harmonization of approaches with other donors, and the involvement of civil society and local communities in the definition and implementation of programs;
- the traceability of funds disbursed, and the visibility of French aid;
- the coherency with other instruments of French cooperation;
- a concern to be integrated into sectoral programs.

In accordance with the wishes of the parties, the C2Ds are oriented according to the government priorities of Poverty Reduction (PRSP) and Growth and Employment (DSCE).

The implementation of C2D programs is carried out in compliance with the principles of registration, transparency and control which govern Cameroon's budget execution within a multi-year framework and in accordance with the terms of the allocation agreements signed under each program and, where applicable, procedures manuals specific to each program. The execution of the various programs is carried out under the responsibility of an authorizing officer who is also the

contracting authority; usually a Ministerial Department. In addition to the Public Treasury, expenditure payments under the various programs are made by approved Paying Bodies, namely the Autonomous Sinking Fund (CAA) and the Road Fund (FR) on the basis of the Procedural Manuals revised for this purpose. C2D programs run inclusive of all taxes.

The orientation and monitoring of the Contract are carried out in a participatory framework through the steering and monitoring system put in place. These are the Steering and Monitoring Committee (COS), the Bilateral Technical Committee (CTB), the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of the Contract (STADE) whose missions are defined in the various regulatory texts and Project Owners of the various activities.

For the 1st, 2nd and 3rd C2D, the missions and activities of the C2D monitoring system are carried out within the framework of the Assignment Agreement N ° CCM 3013 01 E C2D-Pilotage (2006-2011) and its subsequent amendments, of the Allocation agreement N ° CCM 1278 01 S C2D-Transversal as well as of the CCM 1461 01 K C2D-Pilotage agreement 3. In addition, as part of the support for the execution of sector budget support of the 3rd C2D, a technical support fund for the development and implementation of public policies (FATEP - Allocation Agreement N ° CCM 1379 02 V) has been set up for the benefit of the ministries and institutions concerned by this support.

The C2D-Pilotage Program (Allocation Agreement N ° CCM 3013 01 E) is structured in three sections: (i) a piloting section (ii) a research section and (iii) a culture section.

The piloting component pursues a threefold purpose (i) to promote the orientation and monitoring of the 1st C2D, (ii) to enable the preparation of the 2nd C2D and (iii) to strengthen the management capacities of economic programs and investment budgets in Cameroon. . As such, this component ensures compliance of program execution with contractual commitments and forecasts. Note that by amendment n ° 4 to the allocation agreement, the competition (piloting component - component 1) also covers studies under the 3rd C2D.

The research component pursues the following objectives: (i) improving productivity, (ii) the sustainability and competitiveness of Cameroonian agriculture, (iii) increasing the income of producers, (iv) increasing agricultural production and more generally the country's food security.

The purpose of the culture component is to increase the capacity for the creation and circulation of intellectual capital, the creation of income, jobs and export earnings while promoting social inclusion, cultural diversity and human development.

The C2D Transversal program (Allocation Agreement N ° CCM 1278 01 S) pursues a threefold purpose (i) to promote the orientation and monitoring of the 2nd C2D, (ii) allow the preparation of the 3rd C2D, and (iii) strengthen the capacity to manage economic programs and investment budgets in Cameroon. This program ensures the compliance of program execution with contractual commitments and forecasts.

The C2D-Pilotage 3 Program (Allocation Agreement N ° CCM 1461 01 K) aims to strengthen the efficiency of public management. More specifically, it supports the preparation, monitoring and promotion of the programs of the 3rd Debt Reduction and Development Contract (C2D).

This program, for which the Agreement was signed on November 15, 2017 for an amount of approximately F CFA 6.8 billion, had not yet made any disbursements of funds as of December 31, 2017.

The amount of balances in the BEAC accounts of Conventions N ° CCM 3013 01 E, N ° CCM 1278 01 S and CCM 1461 01 K are only indicative.

The Technical Assistance Fund for the Development of Public Policies (FATEP) aims to support the sector ministries benefiting from the 2017-2019 sector budget support (i.e. MINSANTE, MINEDUB, MINEPAT / BMN), in achieving their performance objectives, through the financing of expertise services, studies and / or capacity building. The cross-functional management of FATEP is positioned at STADE-C2D level. The sectoral ministries ensure the delegated project management of the services, once the allocation thereof has been validated by the CTB.

As a reminder, an audit / evaluation of the missions and activities of STADE-C2D (component 2 of the resulting C2D-Pilotage agreement) over the period December 2007 to December 2013 was carried out by an independent firm, accompanied by a summary of recommendations to be implemented for the expected improvements. In the same vein; another accounting and financial audit enabling an independent professional opinion to be expressed on the financial situation of the C2D Fonds d'Etudes, C2D Pilotage (and its subsequent amendments) and C2D Transversal (and its subsequent amendments) Programs was carried out. This audit was carried out on a fixed phase (2007 to 2015) and a conditional phase (2016). Also, another accounting and financial audit of the (i) C2D-Pilotage programs and its subsequent

amendments, (ii) C2D Transversal, (iii) C2D Pilotage 3 and (iv) C2D FATEP in a fixed phase (2017 to 2018) and two (02) conditional phases (a first tranche for 2019 and a second for 2020) is currently underway.

In terms of volume of documentation, for information and estimation purposes, it is specified that with regard to the scope of the audit, the Programs cover 17 opened account (s) and their agreement (s).) account (s) as well as the related bank statements.

2. Subject:

The Minister of Finance, Project Owner of the Steering component, launches a Call for Expressions of Interest to firms registered with the National Order of Chartered Accountants of Cameroon with a view to the preselection of specialized service providers in anticipation of a Restrictive Call for tenders the recruitment of an independent auditor to conduct an accounting and financial audit of the C2D-PILOTAGE, C2D-TRANSVERSAL, C2D PILOTAGE 3 AND C2D FATEP programs for fiscal year 2021 (fixed phase), 2022 (first conditional phase), 2023 (second conditional phase) and 2024 (third conditional phase).

The subsequent tender will be organized as soon as the shortlist is adopted and will lead to the selection of the consulting firm for the performance of the services announced above.

The grouping of firms with at least one of them registered with ONECA are allowed.

3. Participation:

Participation in this Call for Expression of Interest is opened to service delivery structures that are specialize in conducting audits of development projects and programs.

4. Qualification criteria:

This consultation is open to candidates who have a good knowledge of the Cameroonian administration, the context of debt relief and who have :

- Confirmed expertise and excellent audit/evaluation references in projects and programmes in southern countries and in particular in Sub-Saharan Africa;
- necessary staff or undertake to recruit them for the services to be performed.

NB : For the sake of alternating auditors, a firm that has already audited the FATEP or Piloting programs for the 2019 and 2020 financial years, will not be accepted to compete in this recruitment.

5. Funding:

The services, subject of this call for expression, are funded by the Agreement N° CCM 3013 E of C2D.

6. Application file:

Candidates interested in this Call for Expression of Interest will be required to provide the following documents, presented in two volumes:

6.1 Volume 1 (Administrative file)

- A letter of motivation duly signed, dated and stamped at the current rate by candidate;
- The original certificate of non-fee issued by the relevant tax office;
- The original certificate of non-bankruptcy issued by the competent authority of the consultant's place of residence dated less than three (3) months to the date of the tendering process;
- The original certificate of non-exclusion from public procurement issued by the Director General of the ARMP or by an official;
- The signed integrity statement (available on AFD's website: <http://www.afd.fr>);
- The grouping agreement (in case of grouping);
- The powers of the agent (in case of grouping).

NB: All firms forming a group will be required to provide the above documents individually.

6.2 Volume 2 (Technical File)

6.2.1 The list of supervisory staff

The consultant must be an Independent Auditor, with proven experience in accounting and financial auditing of development programs / projects. He must also have a good knowledge of the Cameroonian administration.

More specifically, the audit mission will be composed of five (05) experts, based on the work to be carried out and the indications below:

- One (01) Head of mission, Chartered Accountant with at least ten (10) years of experience, (Expert n ° 1) in the conduct of audit work in developing countries and particularly in Africa Sub-Saharan;
- Four (04) other auditors of AL + 5 level or more (Expert n ° 2, 3, 4, 5), justifying at least five (5) years of experience in accounting and financial audit.;

In general, experts will need to have a good oral and written command of one of the official languages (English or/and French) of the State of Cameroon and skills in the second.

The Firm will provide the list of coaching staff, along with the following justificative documents, for each expert, dated less than three (03) months:

- CV dated and signed by the concerned and defining his assignment;
- Certificate of availability signed on honour by the expert concerned.

6.2.2 Candidate's References

The firms will present at least ten (10) references in audit services of projects carried out in sub-Saharan Africa.

NB: To be validated, each reference to an audit service must be justified by a photocopy of the acceptance report, or of the certificate of completion issued by the Client or his services or the certificate of lifting of the performance bond.

References from public administrations or concessionaires (ministries, urban communities, parastatal organizations, etc.) will be preferred.

7. Submission of bids:

Bids written in French or English will be filed in four (04) copies, including (01) original and three (03) copies marked as such under closed fold and sealed at the STADE-C2D s/c of the Ministry of Finance located in Nlongkak opposite WHO in the ground floor of the OYILI building, no later than ~~15 JUL~~ 01 JUN 2021 at 12 heures. The application file will also include a soft copy of the offer, deposited on a USB key or CD-rom. The application files must bear the following statement:

N° 00055

CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST

N°-----/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2021 OF 01 JUN 2021 FOR THE
**RECRUITMENT OF AN INDEPENDENT AUDITOR TO CONDUCT AN ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF
C2D-PILOTAGE, C2D-TRANSVERSAL AND C2D FATEP PROGRAMS.**

"NB: To be opened only during the bid opening session."

8. Examination of files and publication of results:

The registered files will be examined by a technical commission set up by the MINFI.

9. Evaluation of files

The criteria for evaluating the files will include:

9.1-Eliminatory criteria

- Absence or non-compliance of an administrative document;
- Presence of falsified documents in the application file;
- Technical score less than 80 pts/100.

9.2 - Essential criteria

- **References of the Firm in similar audit services in Sub-Saharan countries over the past three (03) years (60 pts (06 pts / reference that is 10 separate references in total):**
- **Profile of the Permanent Cabinet Experts corresponding to the theme of the mission- 40 pts:**
 1. One (01) Head of mission, Chartered Accountant with at least ten (10) years of experience, (Expert n ° 1) in the conduct of audit work in developing countries and particularly in Africa Sub -Saharan; (20 pts);
 2. Four (04) other auditors of AL + 5 level or more (Expert n ° 2, 3, 4, 5), justifying at least five (5) years of experience in accounting and financial audit (20 pts, that is 5 pts per expert);

NB: Only consulting firms which will have totaled at the end of the evaluation a technical score at least equal to eighty (80) out of one hundred (100) will be selected to participate in the National Restricted Invitation to Tender (AONR). If more than six firms score above 80 out of 100, only the top six will be selected for the AONR.

10. Further information:

Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Finance - the Technical Support Secretariat to C2D Execution, located at Bastos in Yaounde (OYILI Building besides WHO), P.O.BOX: 33 232, Tel./Fax: (237) 22-20-30- 57, Email: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com

Yaounde, the 01 JUN 2021

The Minister of Finance
Project Owner C2D Steering

Ampliations :

- SOPECAM (For publication)
- ARMP (For publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES



Louis Paul MOTAZE